SUD OUEST

29.01.2008

JEU. Pourquoi Nicolas Sarkozy, alors ministre de l'Intérieur, a-t-il autorisé la réouverture d'un cercle parisien de mauvaise réputation, soupçonné aujourd'hui de blanchir l'argent du milieu ?

Les bonnes fées du Concorde

Dominique Richard

Fin décembre, Paul Barril, l'ancien supergendarme de l'Élysée, était écroué après avoir été mis en examen pour association de malfaiteurs en vue de la commission d'assassinat, de corruption et d'extorsion de fonds en bande organisée. Cet ancien officier reconverti dans la sécurité est mis en cause pour avoir monnayé ses services auprès de l'un des deux clans corses qui se disputaient le contrôle du cercle de jeu parisien Le Concorde ⁽¹⁾. Avec pour mission d'intimider et de menacer les proches d'Edmond Raffali, 75 ans, qui avaient pris le pouvoir au sein de l'établissement. Alors que les charges retenues à son encontre semblaient d'une particulière gravité, il a été élargi en milieu de semaine dernière.

Protection. Sa rapide remise en liberté peut être interprétée de deux façons différentes. Soit l'accusation est finalement assez ténue. Soit l'ancien gendarme, pour abrégé sa détention provisoire, a révélé des informations susceptibles de mettre les juges sur la piste de personnalités et d'élus, notamment de l'UMP, qui seraient intervenues pour favoriser la renaissance, en 2006, de cette maison de jeu aujourd'hui soupçonnée de blanchir l'argent du milieu.

Les investigations lancées il y a deux ans après un sanglant règlement de comptes entre truands marseillais prennent depuis peu un tour inattendu. Les magistrats et les policiers de la brigade criminelle de Marseille ont manifestement surpris tout le monde en débarquant à l'improviste dans les salles du Concorde. Désormais, ils cherchent à savoir de quelles protections a pu bénéficier ce cercle de jeu très people. Les juges butent aujourd'hui sur deux questions dont les réponses se trouvent au plus haut sommet de l'État. Pourquoi en 2005, Nicolas Sarkozy, alors ministre de l'Intérieur, a-t-il autorisé la réouverture de l'établissement fermé depuis dix-neuf ans alors que des personnages corses peu recommandables gravitaient autour de ce cercle ? Pourquoi, un an plus tard, Michèle Alliot-Marie a-t-elle renouvelé l'autorisation quelque mois après la mise en examen pour association et recel de malfaiteurs de Paul Lantieri, le directeur artistique du Concorde ?

« **L'Arménien** ». Le nom de Patrick Devedjian, le secrétaire général de l'UMP, apparaît dans la procédure mais aussi, semble-t-il, dans les écoutes téléphoniques sous le pseudonyme de l'Arménien. Il a été cité par le banquier suisse François Rouge, l'associé de Paul Lantieri, qui avait financé les travaux d'agrandissement du cercle. L'avocat de ce financier qui sent le soufre ne fait pas mystère du fait que son client a sollicité l'élus proche de Nicolas Sarkozy pour appuyer la candidature du Concorde.

Mauvaise réputation. Naturellement, cette intervention, si elle a eu lieu, ne figure pas dans le dossier administratif derrière lequel se retranchent Nicolas Sarkozy et Michèle Alliot-Marie. Les deux ministres de l'Intérieur successifs ont suivi l'avis favorable de la Commission supérieure des jeux. Cette instance composée d'élus et de fonctionnaires se prononce notamment sur la base d'un rapport des Renseignements généraux.

À deux reprises, ces derniers ont conclu qu'il n'y avait aucune inquiétude à avoir quant à la probité des dirigeants du Concorde.

⁽¹⁾ Cette maison de jeu n'a jamais eu bonne réputation. Edmond Raffali, qui le dirigeait dans les années 80 et qui a participé à sa réouverture, appartient au clan Francisci, dont les deux frères Marcel et Roland ont dirigé des cercles de jeu. Si le second est mort dans son lit après avoir présidé le Conseil général de Corse du Sud, le premier a été assassiné, en 1982.